
Lutter contre la COVID-19, Consolider la Paix – une perspective de la société civile

Ce que les Artisans Locaux de la Paix
Disent de la COVID-19, Espace Civique,
Fragilité et Vecteurs de Conflit



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



Contexte

[La Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding \(CSPPS\)](#) (Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et la construction de l'État) est un réseau international d'organisations de la société civile (OSC) supportant des efforts de consolidation de la paix dans des milieux fragiles et affectés par des conflits, s'efforçant conjointement de créer des sociétés inclusives et une paix durable. Nous opérons dans plus de 25 pays fragiles et affectés par des conflits. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons gardé un contact rapproché avec les membres de notre réseau afin de nous informer de leurs cas individuels, activités, défis et accomplissements. Nous avons mené deux enquêtes, l'une à la fin du mois de mars, l'autre à la fin du mois de mai et nous avons conduit des entretiens de fond qui sont relatés dans notre série d'articles sur l'action locale contre la COVID-19. Nous avons aussi collecté des informations complémentaires à travers les réunions des membres de notre CSPPS et de notre Comité Exécutif, ainsi que par des échanges réguliers entre le Secrétariat de la CSPPS et nos membres divers. A la suite de notre premier sondage, nous avons publié une déclaration appelant à une approche tenant compte de l'ensemble de la société et qui soit particulièrement sensible aux situations de conflits. Ce message a fait partie intégrante de notre plaidoyer, y compris dans le cadre du triparti [International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding](#) (Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État) duquel nous sommes la constituante représentant la société civile (les deux autres constituantes étant des gouvernements donateurs et des États fragiles). Le présent rapport s'appuie sur cette déclaration initiale et relie nos résultats et diverses données accumulées au cours des derniers mois, afin de fournir un aperçu complet des expériences vécues par les artisans de la paix locaux face à la COVID-19 et à ses conséquences. Il est essentiel que ces perspectives de première ligne renseignent les politiques et programmations de tous les partis concernés par la paix.

Vue d'ensemble

Ce rapport est divisé en quatre sections. La première examine comment la pandémie a affecté la capacité d'opération de la société civile. Elle couvre à la fois des questions pratiques, comme l'incapacité à se rendre en personne dans des communautés, et la problématique du rétrécissement de l'espace civique. La seconde section décrit et analyse comment des artisans locaux de la paix perçoivent la pandémie comme occasionnant des violences et stimulant des vecteurs de conflits. La troisième aborde le manque de coordination entre le gouvernement et la société civile, étant donné que cette dernière reste exclue de l'élaboration de la plupart des stratégies, plans et mesures déployés contre la COVID-19. La section finale fournit un bref aperçu du type d'activités que les OSC ont entrepris durant cette période. Le rapport est conclu par des réflexions et recommandations afin d'aider nos partenaires et les parties prenantes de la paix à aborder les problématiques identifiées dans le rapport.

Approche

L'approche caractéristique de ce rapport est double. Premièrement, le rapport sert à relayer des perspectives et points de vue des artisans de la paix uniquement – ses concepteurs se sont efforcés de réduire au minimum leurs propres empreintes. Lorsqu'une analyse est menée, elle sert uniquement à identifier des tendances. Le contenu de ce rapport vise donc à présenter les points de vue authentiques des membres de la CSPPS qui ont apporté leur contribution, certains d'entre eux ont demandé l'anonymat. Deuxièmement, ce rapport n'est pas limité au temps immédiat ou à des implications de court terme de la COVID-19 envers la consolidation de la paix, l'espace civique, la fragilité et les vecteurs de conflit. Il considère également les suites de la pandémie, afin d'examiner ses répercussions potentielles à long terme.

¹Voir notre série "[CSPPS Réaction coordonnée pour soutenir l'action locale pendant le COVID-19](#)".

²"Déclaration de la CSPPS : Une lutte inclusive et sensible aux conflits contre le COVID-19", CSPPS 9 avril 2020.

1

Environnement opérationnel et espace civique

Les membres de la CSPPS rapportent deux formes distinctes de difficultés qui ébranlent leur capacité à promouvoir une paix durable dans des environnements fragiles et affectés par des conflits. Premièrement, les précautions de santé et de sécurité contre la propagation de la COVID-19 entravent leur capacité à mener des activités de consolidation de la paix, pour des raisons opérationnelles. Les contacts interpersonnels, essentiels à une consolidation efficace de la paix au niveau local, sont limités lorsqu'ils ne sont pas totalement interdits, alors que parallèlement, les financements se sont raréfiés et les capacités à travailler à domicile sont souvent limitées. Deuxièmement, plusieurs membres font état d'un effritement de l'espace civique en raison de mesures gouvernementales, dont le degré de gravité varie. Cela allant d'une oppression délibérée à une étroitesse d'esprit, une aversion envers la critique, en passant par la négligence des processus de collaboration établis avec la société civile.



1.1.

Operating Environment

Tous les membres de la CSPPS qui ont tenu son Secrétariat informé de leur situation font état de pressions sur leur capacité à fonctionner. Bien que ces pressions ne soient pas homogènes - certains membres signalant moins de difficultés que d'autres - elles sont globalement sévères, car elles restreignent le plus souvent les opérations à court et moyen termes, avec des conséquences potentielles dans le temps long.

La difficulté primaire, dont tous les membres ont fait état, dans des proportions différentes, est l'incapacité à mener à bien des projets préétablis ou courant de maintien de la paix. La consolidation locale de la paix implique souvent un travail laborieux, graduel et soutenu de construction de relations de confiance - avec et entre les communautés, les dirigeants et les responsables gouvernementaux - pour lesquelles des interactions répétées en face à face sont souvent indispensables. Mais les rassemblements en personne ayant généralement été prohibés, et même lorsque les réunions ou regroupements restreints ont continué à être autorisés, les restrictions concernant les déplacements entre les localités y ont souvent coupé court. Tous les membres rapportent leurs efforts à continuer leur travail du mieux que possible, à distance ; pourtant, les gains et résultats sont estimés inférieurs. Cette situation est aggravée par la mauvaise connexion à au réseau internet

“L'épidémie d'Ébola a directement affecté la stabilité du pays et la crainte que la COVID-19 fasse le même effet est un scénario probable. La consolidation de la paix et le renforcement de l'État sont devenus encore plus urgents en de tels temps. En impliquant de manière holistique tous les aspects de la société civile en réponse à la COVID-19, spécialement au sein d'une nation comportant plus de 1500 organisations de la société civile (OSC) et plus de 900 organisations communautaires, cela est essentiel. Face à une pandémie mondiale, ces organisations sont vitales afin d'atteindre les communautés les plus éloignées et défavorisées, lesquelles manquent d'accès à des ressources comme l'eau et l'électricité, mais de manière plus importante, de confiance en leur gouvernement.”

Extrait de [‘Combattre la méfiance en époque de Corona](#), fondé sur un entretien avec le membre libérien de la CSPPS, Platform for Dialogue and Peace (Plateforme pour le Dialogue et la Paix)

et par la mauvaise alimentation en électricité des foyers dans de nombreuses régions du monde, ce qui entraîne des perturbations fréquentes et une lenteur de réaction. Plusieurs membres signalent également que ces difficultés opérationnelles ont entravé les capacités de coordination de la société civile face à la pandémie.

Lorsque des projets en cours ont été commandités par des acteurs internationaux fournissant un financement limité, ces acteurs ont souvent décidé de suspendre ou de réduire considérablement les activités du projet. L'absence d'effort de consolidation de la paix en cette période risque d'enraciner des clivages sociaux, et ainsi faire régresser les progrès précédents et d'ériger de nouvelles problématiques face à la paix. Cela spécialement en vue du fait que la COVID-19 interagit avec - et la plupart du temps intensifie - la violence et les vecteurs de conflit sous-jacents. De plus, dans certains cas, la pandémie coïncide avec des procédures et événements nationaux importants, comme l'élection présidentielle au Burundi et les Examens Nationaux Volontaires (ENV) quant aux Objectifs de Développement Durable dans plusieurs pays affectés par des conflits. Là où les efforts quant à la consolidation de la paix liés à de tels événements n'ont pu avoir lieu, il s'agit d'opportunités perdues pour la promotion de la paix, lesquelles ne se représenteront pas dans un futur proche.

Une autre difficulté opérationnelle essentielle que les membres ont relatée, est une moindre ou une absence de financement pour la consolidation de la paix. Les fonds ont souvent été déviés vers la réponse aux efforts de palliation à la COVID-19, ou n'ont simplement pu parvenir, étant donné que les acteurs internationaux mandatés ont suspendus leurs propres programmes, jusqu'à ce que la pandémie soit endiguée. Cela porte le risque de paralyser les organisations de la société civile qui reposent sur la fondation de projets, comme principale source de financement global. De nombreux membres font part de leur malaise ou de leur appréhension quant à la viabilité de leur organisation, se trouvant ainsi mis au défi de faire face à des dépenses fixes comme les salaires des employés.³

“Les possibilités de financement sont devenues rares ou difficiles à trouver, et de nombreux contrats ont été annulés.”

³Sur les questions de financement, voir aussi [Conductive Space for Peace \(2020\) Act Now on 'Localisation': COVID-19 Implications for Funding to Local Peacebuilding.](#)

“Au sujet de la question de savoir si l’appel à un cessez-le-feu général de Guterres a été fructueux jusque-là, Sultan déclare: *“Alors que le monde est occupé par le coronavirus, les parties en conflit au Yémen abusent de la situation en leur faveur, au lieu de prendre des actions et des mesures qui puissent apporter des solutions face au virus”*. Le Sultan demande instamment que l’Accord de Riyad soit appliqué et que la communauté internationale fasse davantage pression sur toutes les parties belligérantes, qu’elles soient locales ou internationales.” *En particulier dans le cadre de la COVID-19, un cessez-le-feu national pour résoudre cette immense crise humanitaire devrait être la priorité de toutes les parties concernées. Cependant, cela nécessite des voix de l’intérieur du pays, ainsi qu’une réelle pression au niveau mondial. Pour ce faire, nous devons satisfaire les besoins urgents d’un cessez-le-feu, de ressources mobiles ainsi que d’efforts conjoints pour lutter contre la COVID-19 selon une perspective holistique.”*

Extrait de l’article [‘Faire face à deux fronts : COVID-19 pendant la guerre civile au Yémen’](#), fondé sur un entretien avec le membre Yéménite de la CSPPS: Youth Without Borders Organization for Development (Organisation Jeunesse sans frontières pour le développement)

1.2.

Espace civique

Pratiquement tous les membres de la CSPPS ayant participé à cet exercice de compte rendu font état de contraintes sur l’espace disponible à un engagement civique dynamique. Celles-ci vont de la suppression active de la critique et de la dissidence à une négligence plus inoffensive, quoique décevante, de la société civile. Souvent, différentes gradations de contraintes sont cumulées au sein d’un même pays.

Comme cela a été amplement rapporté, y compris par les organisations non gouvernementales, les médias de presse et les Nations Unies, un certain nombre de gouvernements, en particulier des régimes (quasi-)autoritaires, ont activement réprimé la société civile pendant cette crise.⁴

⁴Voir, par exemple: Roth, Kenneth [Human Rights Watch] (2020) [“How Authoritarians Are Exploiting the COVID-19 Crisis to Grab Power.”](#) *The New York Review of Books* 31 mars; CIVICUS (2020) [Civic Freedoms and the COVID-19 Pandemic: A Snapshot of Restrictions and Attacks](#); Guterres, António [Nations Unies] (2020) [“We Are All in This Together: Human Rights and COVID-19 Response and Recovery”](#) *United Nations Secretary-General*; Editorial Board (2020) [“Would-be autocrats are using covid-19 as an excuse to grab more power.”](#) *The Economist* 23 Avril.

Il arrive que la suppression de l’engagement civique apparaisse comme étant due à l’intolérance à l’égard de la critique et à la rivalité perçue entre les centres d’autorité. Dans d’autres cas, la crise paraît être exploitée de manière opportuniste, comme un prétexte de répression à l’encontre d’une opposition perçue comme telle. Les rapports de quelques-uns de nos membres confortent cette analyse. Nous avons par exemple été informés de la frustration au Yémen, au moment de la déclaration d’autonomie. Nous avons par exemple été informés de la frustration présente au Yémen, face à la déclaration d’autonomie sur le Sud par le Conseil de transition du Sud (CTS) séparatiste le 25 avril 2020, car le Conseil n’autorise pas la protestation publique, prétendument pour contenir la propagation de la COVID-19. Il nous a été rapporté qu’une manifestation contre le CTS à la fin du mois de mai de cette année a été violemment réprimée par les forces de sécurité. Notre membre sud-soudanais Vision for Generation (V4G) parle de censure de la presse et de détention illégale, tout en attirant notre attention sur l’arrestation d’un militant sans, semble-t-il, d’accusation formalisée.⁵ Ce ne sont là que deux illustrations parmi un ensemble plus large de rapports similaires. Se référant à leurs propres consultations avec des centaines d’artisans locaux de la paix, l’un de nos membres ONGI rapportait que “Certains gouvernements exploitent la crise pour restreindre plus encore la société civile et exacerber les mesures autoritaires. Les artisans de la paix locaux craignent qu’il soit difficile de revendiquer cet espace après la crise.”⁶

“Face à la pandémie, les autorités appellent à la mobilisation de tous pour impliquer la société civile dans la réponse. Néanmoins, les autorités ne tolèrent pas les points de vue contraires ou la critique des mesures prises. Il y a donc une sorte d’obligation faite aux acteurs de la société civile à se ranger derrière les pouvoirs publics.”

Mouldjide Ngaryngam, Tchad

⁵Emmanuel, Okot (2020) [“Activist detained for ‘poor governance’ criticism”](#) *Eye Radio* 21 mai.

⁶Conductive Space for Peace, Humanity United and Peace Direct (2020) [COVID-19 and the impact on local peacebuilding](#).

Mise à part des cas flagrants de violente répression, certains membres de la CSPPS rapportent, en d'autres termes, le rétrécissement de l'espace civique. Par exemple, deux organisations membres ; le Centre d'études sur la paix, la sécurité et le développement en Afrique (CEPSEDA) au Tchad et un autre membre, dans un pays différent, font part du fait que n'importe quelle demande de collaboration avec des autorités gouvernementales dans le but de lutter contre la COVID-19 requière de contenir toute expression critique – même si celle-ci devait être constructive et bien intentionnée. Le resserrement de l'espace civique pendant cette crise ne se limite pas à la question de la lutte contre la pandémie. Au Nigeria et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, respectivement, nos membres du Center for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA - Centre pour le Développement Durable et l'Education en Afrique) et de la Peace Foundation Melanesia (Fondation pour la Paix en Mélanésie) rapportent, avec un certain degré de frustration, que leur gouvernement a préparé leur ENV sans la participation de la société civile, malgré les assurances contradictoires données au début de ce processus. Au Soudan du Sud, V4G exprime sa lassitude face au fait que la pandémie retarde la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé, en particulier ses dispositions relatives à la participation de la société civile.

2

Violence et vecteurs de conflit

La quasi-totalité de nos membres ayant partagé leurs vues avec nous ont fait part d'une recrudescence de la violence, d'instabilité et d'autres vecteurs de conflit, notamment de corruption, de méfiance et d'une précarité sévère et endémique. Nos membres expriment leur inquiétude quant à la fragilisation de leurs sociétés et aux conséquences à long terme, qui continueront à se faire sentir après la pandémie.

“Les soldats ont tendance à harceler et même à battre les citoyens pendant les heures de couvre-feu.”

Un promoteur de la paix, anonyme, en Afrique de l’Est

Nos membres sont principalement préoccupés par la violence et les abus perpétrés par les forces de sécurité, prétendument dans le cadre de l’application de mesures de sécurité visant à endiguer la propagation de la COVID-19. Les membres, au travers de notre réseau, font état de cas d’abus endémiques, dont de harcèlement, de tabassages (y compris à mort) et de brutalité, de vandalisme, d’enlèvements, d’extorsions, de violation des droits de propriété, d’arrestations arbitraires et de détentions illégales, provoquant la peur et l’anxiété au sein des populations locales. À l’origine de tels abus généralisés, il semble que les réponses à la pandémie soient excessivement sécuritaires, les forces de sécurité étant déployées pour faire respecter les mesures de confinement, y compris les couvre-feux, en recourant à la violence et à l’abus d’autorité avec un degré d’impunité préoccupant.

“Le pays est militarisé, on a l’impression de vivre un état de guerre, pas une urgence sanitaire.”

Un promoteur de la paix, anonyme, en Afrique de l’Ouest

Outre les abus des forces de sécurité, nos membres signalent également une augmentation d’autres formes de violence. Certains membres, en particulier au Soudan du Sud et en République Centrafricaine (RCA), font état d’une escalade de la violence intercommunautaire et d’affrontements entre groupes armés, qui peuvent être liés à la pandémie car elle offre une possibilité d’impunité. Un dirigeant de la société civile indienne qui travaille actuellement au Soudan du Sud nous a dit que le moment est propice aux attaques intercommunautaires par représailles, car les forces de sécurité et les organismes de surveillance sont

⁷Voir aussi: International Crisis Group’s *CrisisWatch* de Mai 2020 au sujet de [La République Centrafricaine](#) et du [Sud-Soudan](#).

⁸“L’heure de la paix, c’est maintenant ! La CSPPS réitère son appel à des cessez-le-feu pour lutter contre le COVID-19 et exhorte le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter une résolution” CSPPS 8 Mai 2020; pour la campagne mondiale pour le cessez-le-feu, voir [globalceasefire.org](#) (dernière visite le 11 juin 2020); au sujet de l’échec à faire valoir cet appel voir ten Hove, Dali (2020) “Pathetic: The US Pulls the Plug on a UN Global Cease-Fire Resolution” *PassBlue* 10 mai; au sujet de d’un cessez-le-feu dans le cadre des conflits

“COVID-19, dans un pays qui a déjà un bilan élevé en matière de violence sexiste, affectera la sécurité des femmes, à la fois économiquement et physiquement, et créera ainsi davantage de tensions à l’échelle nationale. Selon le ministère du genre, de l’enfance et de la protection sociale (MGCS), 1 413 cas de violence sexiste ont été recensés en 2016, avec un nombre accru de 1 685 en 2017 et un total encore plus élevé de 2 105 en 2018. Un verrouillage, comme on s’y attend au cours de la pandémie, devrait faire grimper ces chiffres d’une manière sans précédent. Comme les marchés et les magasins seront fermés, les femmes seront confinées à la maison, sans aucune source de revenus et donc sans indépendance.”

Extrait de l’article ‘[Combattre la méfiance à l’époque de Corona](#)’, fondé sur un entretien avec un membre libérien de la CSPPS, la Plateforme pour le dialogue et la paix.

distracts ou n’ont pas la possibilité d’accéder à certaines communautés et localités.⁷ Pendant un certain temps, à la suite de l’appel du Secrétaire général des Nations Unies à un cessez-le-feu mondial, la pandémie a semblé offrir une occasion de désamorcer les conflits en vue de faciliter des règlements stables. La CSPPS a soutenu l’appel et s’est joint à la campagne mondiale de cessez-le-feu menée par la société civile, mais le Conseil de Sécurité des Nations Unies n’a pas réussi à tirer parti de cette opportunité.⁸ De plus, beaucoup de nos membres rapportent des pics de violence sexiste, y compris de violence domestique et sexuelle,⁹ de vols, d’agressions en général, et d’agressions spécifiquement à l’encontre des étrangers et des personnes d’origine d’Asie centrale et orientale, liés au confinement, à la perte de revenus, à l’oisiveté et au blâme concernant le déclenchement de la pandémie. En plus des occurrences de violence, nos membres font également état de leurs préoccupations concernant d’autres facteurs de conflit exacerbés par la pandémie, à savoir la corruption, la méfiance et la précarité. De nombreuses OSC rapportent une corruption et des extorsions latentes, perpétrées par les forces de sécurité, marquées par des amendes et des “taxes” arbitraires imposées aux commerçants, mais surtout au niveau des postes de contrôle et des barrages routiers. Un membre de la CSPPS d’Afrique de l’Est a fait part du

courants, voir aussi de Harder, Charlotte (2020) “Faire face à deux fronts : COVID-19 pendant la guerre civile au Yémen” et “Une nation polarisée lors de la pandémie mondiale : le prédicament libyen” CSPPS. Le Conseil de Sécurité de l’ONU Security Council a finalement fait passer une résolution le 1er juillet, alors que ce rapport était publié.

⁹Voir aussi: Nations Unies (2020) *Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women*; de Harder, Charlotte (2020) “Se battre comme une fille ? Les batailles les plus dures au Cameroun sont menées par des femmes et des filles” CSPPS.

désagrément public quant à la destination des dons étrangers, notamment des masques chirurgicaux, que des pans de la population pensent avoir été détournés par les élites politiques. De même, au Tchad, comme notre centre de correspondance l'a souligné, il y a eu une importante controverse sur l'engagement par les autorités de santé publique d'une fondation privée, affiliée à la conjointe du président, prétendument pour soutenir les efforts de lutte contre la COVID-19.¹⁰

“Beaucoup croient que le pays n’a pas besoin de se confiner et accusent le gouvernement de maintenir les restrictions afin d’attirer les donations de la part des partenaires de développement.”

James Laki,
Papouasie-Nouvelle-Guinée

De tels cas de corruption, réels ou perçus, ébranlent la confiance du public envers le gouvernement, ce qui peut entraver les efforts de lutte contre la pandémie, éroder la cohésion nationale et exacerber la fragilité. La méfiance à l'égard du gouvernement, comme le rapportent de nombreux membres, est encore alimentée par la perception de réponses bâclées à la pandémie, ainsi que par les rumeurs, la désinformation et la croyance que la COVID-19 est une calomnie déployée par les élites pour s'enrichir et/ou pour accumuler du pouvoir. Cela est certainement plus notable encore dans des contextes où préexistaient déjà de considérables tensions. En de tels endroits, les attitudes publiques tenant à la pandémie ont plus de chance d'être politisées – c'est-à-dire, de se fondre et de se positionner dans des dynamiques de politiques conflictuelles. Par exemple, notre membre de Guinée-Bissau, Voz di Paz, rapporte que la défiance envers le gouvernement au sujet de la COVID-19 est soutenue par les divisions résultant des élections présidentielles contestées, de la fin de l'année dernière. Udé Fati, notre correspondant en Guinée-Bissau, parle d'un “tissu social fortement impacté” et d'un “climat de profonde méfiance”. En République centrafricaine, des rumeurs ont amplement circulé, insinuant que le Président et le corps législatif avaient tenté de repousser les élections prévues pour la fin de cette année, utilisant la COVID-19 comme prétexte, afin d'étendre leurs mandats au-delà de

¹⁰ Pour plus d'informations au sujet de cette controverse particulière, voir: Dariustone (2020) “Tchad : l'omniprésence de la fondation de Hinda Déby dérange” *Deutsche Welle* 15 mai; “Tchad: comment la Fondation Grand Cœur de Hinda Déby s'est accaparée la lutte contre la pandémie du coronavirus” *TchadConvergence* 19 avril 2020.



CSPPS - Kabul/Afghanistan

la limite constitutionnellement autorisée. “Les réactions étaient intenses”, selon Eloi Kozoundji, le correspondant de la CSPPS en RCA. “La stabilité sociale a été sapée et la crise de confiance entre le gouvernement et la population a été amplifiée”¹¹. Depuis la Sierra Leone, de plus, notre membre, Water, Sanitation and Hygiene Network (Réseau eau, assainissement et hygiène) a rapporté le mécontentement concernant la suspension des lois sur la responsabilité dans la gestion du fonds public d'intervention contre la COVID-19. Une douzaine d'OSC ont publié une déclaration commune de condamnation, affirmant que cela ébranlait la confiance du public envers le gouvernement.¹²

Pour finir, une majorité des membres de la CSPPS font part de sérieuses inquiétudes quant à la pauvreté et la précarité engendrée par les conditions de confinement – pas seulement concernant les répercussions immédiates pour les familles manquant de moyens de subsistance, mais aussi des implications plus larges ayant trait à la stabilité et aux conflits. Les membres rapportent des frustrations généralisées dans leurs sociétés au sujet des répercussions économiques des confinements, lesquelles sont intensifiées par des climats de méfiance. Plusieurs membres relatent les tentatives de contournement des règles de confinement par de petits commerçants, lesquelles mènent parfois à des formes violentes de réponse, à des affrontements avec les forces de l'ordre et de sécurité. Les taux de criminalité, comme cela a précédemment été mentionné, sont dits avoir enregistré une nette croissance en de nombreux endroits. Le mécontentement en matière économique dans les États fragiles, où les dispositifs de protection sociale sont faibles ou inexistants, risque d'enraciner la fragilité et d'entraver davantage la consolidation de la paix au-delà du court terme.

¹¹Au sujet de la COVID-19 et de la question de la défiance, voir aussi: de Harder, Charlotte (2020) “Combattre la méfiance en époque de Corona” CSPPS.

¹²“Suspension of key accountability laws will undermine public trust in the Sierra Leone Government” *CocoRioko* 20 mai 2020.

3

Coordination Gouvernementale avec la Société Civile

Peu de temps après que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ait déclaré la pandémie de COVID-19, en mars 2020, la CSPPS a fait circuler un questionnaire parmi ses organisations membres, afin que nous soyons mieux informés de leurs situations et de leurs capacités à la gestion de l'urgence.



Un thème important et récurrent de réponse a été le fait que les gouvernements puissent avoir fait peu, voire aucun effort de consultation de la société civile en ce qui concerne l'élaboration des mesures de réponse. Nous avons donc fait paraître, début avril, une déclaration appelant à une lutte contre la pandémie, fondée sur une approche inclusive, englobant la société dans son ensemble et qui soit sensible aux situations de conflits.¹³

“Malheureusement, les mesures et politiques ne prêtent pas attention aux aspects de consolidation de la paix.”

Udé Fati, Guinée-Bissau

Nous avons porté ce message à des plateformes transnationales et intergouvernementales, y compris au International Dialogue for Peacebuilding and Statebuilding (Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État), dont nous faisons partie. A notre vive incitation et avec nos contributions, le Dialogue international a souligné que les mesures de réponses à la pandémie devaient être “inclusives, nationalement conduites, sensibles aux situations de conflit, [et] à l'écoute des facteurs de conflit” et devaient être informées par les perspectives de “plusieurs acteurs, y compris la jeunesse, les femmes artisanes de la paix et les défenseurs des droits de l'Homme.” La déclaration du Dialogue international appelle de plus à la “protection

“Les organisations de la société civile n'ont eu la chance d'émerger qu'après la chute Kadhafi en 2011, et peinent toujours à faire entendre leur voix. Madi explique comment les autorités et les acteurs de la sécurité ont tendance à percevoir les organisations de la société civile comme des traités, travaillant à l'encontre de leurs régimes plutôt qu'avec eux, particulièrement parce qu'ils collaborent avec des acteurs internationaux. Les OSC, leurs membres et activistes sont placé dans une situation vulnérable à partir du moment où ils prennent la parole, que ce soit internationalement où auprès de leur propre gouvernement.”

Extrait de l'article ‘*Une nation polarisée lors de la pandémie mondiale : le prédicament libyen*’, fondé sur un entretien avec le membre lybien de la CSPPS, Tamazight Women's Movement (Mouvement des femmes Tamazight)

et à l'expansion de la société civile dans le champ d'opération.¹⁴ Les gouvernements, par ailleurs, et tout spécialement dans les États fragiles, doivent élaborer des mesures de réponse qui garantissent la santé publique, tout en évitant l'écueil d'enraciner d'avantage la discorde sociale et la fragilité dans ce procédé. Cela nécessite des mesures prudentes, bien conçues qui tiennent compte d'un panel de dynamiques politiques, socio-économiques et intercommunautaires aux niveaux nationaux et sous-nationaux, avec des variations contextuelles d'une communauté ou d'une localité à l'autre. Pour y parvenir et pour éviter d'alimenter des vecteurs de conflit, il est indispensable d'engager la société civile dans un partenariat de qualité.

“Les mesures prises par les autorités pour endiguer la propagation de la COVID-19 créent des frustrations et des mécontentements qui pourraient, à long terme, menacer la consolidation de la paix.”

Mouldjide Ngaryngam, Tchad

Il n'en est pas moins, avec quelques exceptions, que notre seconde batterie de questionnaires de la fin mai indique que les gouvernements n'ont pas significativement amélioré leur coordination avec la société civile. Une majorité de membres de la CSPPS continue à rapporter l'engagement minimal de leurs gouvernements respectifs en ce qui concerne le traitement de la COVID-19, malgré des efforts de stimulation du dialogue et le gain d'inclusion. Au Togo, par exemple, une coalition importante d'OSC (comprenant des membres de la CSPPS) a été formée début avril, afin de plaider à la faveur de la participation de la société civile, à la fois à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures de lutte contre le COVID-19, mais elles n'ont reçu de réponse à leurs requêtes. Il y'a un clair schéma dans les rapports de nos membres. Si les gouvernements ont mis en place des structures pour mobiliser des réponses impliquant l'ensemble du gouvernement face à la pandémie - par le biais de commissions nationales, de comités interministériels ou de groupes de travail de haut niveau - la société civile n'est pas intégrée dans ces structures. Lorsqu'un certain niveau de dialogue a lieu, il est limité et, pour l'essentiel, cantonne la société civile au rôle de courroie de transmission pour sensibiliser le public aux directives gouvernementales. Et, comme nous le disions, dans certains cas, la collaboration

¹³“Déclaration de la CSPPS : Une lutte inclusive et sensible aux conflits contre le COVID-19” CSPPS 9 avril 2020.

¹⁴“Déclaration commune sur le maintien de la paix en temps de pandémie de COVID-19” IDPS 15 Mai 2020.

avec les institutions gouvernementales exige une approbation passive et l'abstention de toute critique à l'égard de leurs mesures. Les membres de la CSPPS, du Nigeria au Népal, décrivent de manière diverse la coordination du gouvernement avec la société civile, elle serait "limitée", "mince", "à peine existante" et équivaldrait à de la "négligence".

“Le institutions gouvernementales collaborent avec la société civile, mais de manière très limitée. La collaboration n’a lieu qu’en ce qui concerne la sensibilisation.”

Ahmed Youssouf

4

Vue d'Ensemble des Activités de la Société Civile

Dans l'ensemble, les OSC de notre réseau déclarent mener trois types d'activités : la sensibilisation et le renforcement des connaissances sur la pandémie et les mesures de sécurité ; la distribution d'aide et d'équipement de protection individuelle (EPI) ; le suivi de la manière dont la pandémie affecte les personnes vulnérables, des cas de violence et de violation des droits de l'Homme.¹⁵

¹⁵ Au moment où ce rapport va être publié et où les restrictions liées à COVID-19 s'assouplissent, plusieurs membres du CSPPS commencent à entreprendre des projets relatifs au SDG16+ et/ou qui fusionnent les réponses à COVID-19 avec les mesures de consolidation de la paix. Ces efforts à venir n'ont cependant pas pu être discutés dans ce rapport.



Pour la plupart, les OSC semblent travailler de manière indépendante avec un minimum de coordination avec d'autres organisations dans leurs pays respectifs, bien que plusieurs membres signalent une collaboration et la création de coalitions avec des degrés variables d'institutionnalisation.

La quasi-totalité des membres qui ont participé à cet exercice de compte rendu déclarent avoir entrepris des activités visant à sensibiliser le public à la pandémie. Les objectifs incluent l'information des populations sur les risques engendrés par la COVID-19, l'encouragement au respect des consignes de sécurité et la lutte contre la désinformation. Les méthodes sont variables, elles comprennent des discours personnels, la distribution de prospectus et de formulaires d'information, des passages à la radio, au cours de programmes télévisés, des discussions en ligne et des postes sur les réseaux sociaux. Pour illustrer ce propos, CSDEA au Nigéria s'est efforcé de sensibiliser les communautés du Nord-Est, en s'exprimant sur les marchés dans les langues locales, équipé de microphones et d'amplificateurs. Au Sud-Soudan, V4G rapporte avoir participé à des émissions de radio pour contrer les "discours de haine" et diffuser des informations sur COVID-19.

De nombreux membres indiquent en outre qu'ils distribuent des EPI, souvent en parallèle d'activités de sensibilisation, ainsi que de l'aide aux ménages en difficulté, notamment en fournissant de la nourriture, des médicaments, des produits ménagers et de petits dons en espèces. En Afghanistan, par exemple, notre membre Afghans for Progressive Thinking (Les Afghans pour une pensée progressiste) aurait collecté plus de 10 000 dollars américains pour aider plus de 120 familles qui comptaient parmi les plus touchées par la pandémie au plan socio-économique. Au Burundi, le Réseau femmes et paix a distribué des kits sanitaires aux vendeuses de Bujumbura.

Et au Yémen, en réponse à un appel du bureau de la santé du gouvernorat de Taiz, notre membre Youth Without Borders Organization for Development (YWBOD), soutenu par UK Aid et Saferworld, membre de la CSPPS, a offert son soutien à deux hôpitaux publics en fournissant des bouteilles d'oxygène, du matériel de stérilisation, des EPI et bien d'autres choses encore. YWBOD a également été sollicitée pour aider à former la police sur la manière d'aborder les cas confirmés et suspectés de COVID-19 de manière sûre et non violente.

De plus, des organisations membres de notre réseau se sont également efforcés de suivre les conditions sur le terrain, en vue d'utiliser les informations recueillies pour mieux répondre aux besoins identifiés et entreprendre des actions de sensibilisation fondées sur des données probantes. Les membres ont fait circuler des questionnaires, ont mené



CSPPS - Yaounde/Cameroun



CSPPS - Kabul/Afghanistan

“L'un des aspects pour lequel la société civile est devenue très impliquée, cependant, est l'éradication de la désinformation et la diffusion de messages informatifs quant à la propagation de la COVID-19 dans les communautés les plus isolées. WhatsApp s'avère être l'un des vecteurs les plus pratiques pour sensibiliser le public, mais les stations de radio locales pourraient également être impliquées dans ce processus.

De plus, la société civile fait preuve d'une grande utilité dans le processus de gestion et de rapport des actions d'échelle locale, et également en ce qui concerne l'éducation communautaire. Dans ce contexte, il est très important d'influencer l'espace de prestation au sein du gouvernement, en plus de souligner des questions sensibles qui touchent l'équité, l'inclusion et la participation des citoyens. La couche supplémentaire d'inégalité socio-économique augmente le niveau de complexité de la situation actuelle, ce qui nécessite une approche globale de cette crise. La sécurité sanitaire est primordiale, mais d'autres aspects sociétaux tels que la marginalisation, l'exclusion, les conflits et la sécurité sont plus pertinents que jamais”.

Extrait de l'article [‘Une société n'est qu'aussi forte que ses membres les plus vulnérables’](#), fondé sur un entretien avec un membre sierra-léonais de la CSPPS, WASH-Net.



CSPPS - Freetown/Sierra Leone



CSPPS - Bangui/Central African Republic

“La crise de la COVID-19, qui empêche des familles entières de gagner leur salaire quotidien dans le secteur informel, amplifie leur désespoir. Djebba explique que plus de 70 % de la population dépend des revenus quotidiens du secteur informel pour subsister. La situation actuelle suscite la peur au sein de la communauté, d’autant plus que les femmes et les jeunes filles peuvent être recrutées, enlevées ou forcées à se prostituer, soit par leur famille, soit par désespoir. “ Comme si les femmes et les jeunes filles n’étaient pas déjà suffisamment vulnérables, la COVID-19 aggrave cette situation. Et, à l’Association Rayons de Soleil, nous craignons que tous les progrès réalisés jusqu’à présent par les organisations de la société civile ainsi que par le gouvernement soient perdus à cause de cela. L’impact sera de long terme. Et nous devons anticiper ces effets de long terme.” Ou “Après tout, dans une situation comme celle de la population féminine du Cameroun, quelle est la meilleure option pour les plus vulnérables d’entre elles? Pour certaines, il s’agit de choisir entre la peste et le choléra : soit être torturées, menacées et violées quotidiennement par Boko Haram, soit à y échapper par le suicide, dans le cadre d’un de leurs attentats terroristes. Un autre dilemme auquel certaines femmes sont confrontées est le choix entre voir leur famille souffrir de la faim et de la frustration car leur revenu quotidien a disparu à cause de la pandémie, ou se prostituer pour pouvoir subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs proches. Les situations de conflit, exacerbées par la COVID-19, confrontent les personnes les plus vulnérables du monde entier à des choix impossibles à faire”.

Extrait de l’article ‘Se battre comme une fille ? Les batailles les plus dures au Cameroun sont menées par des femmes et des filles’, fondé sur un entretien avec le membre camerounais de la CSPPS, Rayons de Soleil.

des enquêtes auprès des communautés, ont surveillé les violations des droits de l’Homme et les cas de violence. Par exemple, en mai, notre membre camerounais, l’Association Rayons de Soleil, a mené une enquête auprès de 200 femmes et adolescentes dans quatre régions du Cameroun, s’enquérant des violences domestiques, sexistes et sexuelles, ainsi que des effets de la pandémie sur leur vie et leur communauté. Les constatations sont détaillées dans un rapport de synthèse.¹⁶ Au Timor-Leste, l’OSC Belun, surveillant la violence, a identifié 63 incidents en avril et en mai, y compris des cas de violence domestique et de violence perpétrée par des gangs de rue pratiquant les arts martiaux.

Une majorité des membres indiquent que les OSC de leurs pays respectifs fonctionnent de manière isolée, avec une collaboration minimale ou nulle entre elles. Les activités semblent être pour la plupart menées de manière isolée.

Certains membres, au moins, ont signalé que des difficultés pratiques, comme indiqué précédemment dans ce rapport, entravent leur capacité de coordination, mais ces obstacles ne semblent être que des raisons mineures, telles que la fragmentation et du manque de coordination. Néanmoins, quelques membres font état d’une coopération avec d’autres OSC, allant du partage d’informations ad hoc à la création de coalitions plus formelles pour entreprendre des activités communes et des actions de sensibilisation et de plaidoyer. Notre membre tchadien, le CEPSEDA, par exemple, rapporte qu’une coalition d’OSC a été formée en avril, elle est nommée Action citoyenne de la société civile contre la COVID-19.¹⁷ De même, comme nous l’avons déjà mentionné, une coalition a été formée au Togo, en partie pour plaider en faveur de la participation de la société civile à la stratégie du gouvernement contre la COVID-19.

¹⁶ Association Rayons de Soleil (2020) Sondage sur l’impact du COVID-19 sur les filles et les femmes au Cameroun.

¹⁷ Voir aussi : Nguedmbaye, Moussa (2020) “Tchad : la société civile crée une plateforme dénommée ‘Action citoyenne contre le coronavirus’” *Tchadinfos* 21 avril.

“Comme une poupée russe, les nombreuses couches de crises interconnectées de la Somalie sont révélées dans l’appel de Yassin, avec en son cœur, la non-durabilité de notre système actuel. Une vision à court terme et une gouvernance non inclusive, ainsi qu’une mauvaise distribution des ressources naturelles ne peuvent qu’exacerber les multiples crises auxquelles le monde est confronté aujourd’hui. Les liens entre toutes les facettes de la vie exigent une vision holistique et à long terme afin de parvenir à un ordre mondial durable et équilibré. Même face à une crise sanitaire mondiale aiguë, nous ne pouvons pas oublier les autres questions urgentes qui continuent à menacer notre existence : les conflits, le changement climatique et les inégalités persistantes au sein de la société dans le monde entier. Pour un avenir durable, où l’humanité est en paix avec elle-même, ainsi qu’avec notre environnement, nous avons besoin de changements fondamentaux. Et l’arrêt forcé de nos activités économiques et sociales, comme nous le vivons actuellement, pourrait en être le catalyseur attendu”. ... “La Somalie est un parfait exemple de pays où le changement climatique exacerbe directement les conflits et l’instabilité nationale : le temps de plus en plus irrégulier, provoque des inondations soudaines et des récoltes défailtantes, oblige les personnes à chercher une source de revenus ou un logement ailleurs, ce qui les rend vulnérables à la traite ainsi qu’au recrutement par des militants. Plus simplement encore, en période de famine, les luttes pour les ressources de première nécessité éclatent plus fréquemment et plus violemment. Le système économique et les comportements de consommation actuels du monde ont commencé à perturber lentement, mais régulièrement, la vie des plus vulnérables. Et cela ne s’arrêtera pas là, si nous ne changeons pas nos habitudes. La réponse au COVID-19, lorsqu’elle est placée dans le cadre plus large d’un monde pacifique et résilient, doit donc aller de pair avec une action environnementale”.

Extrait de l’article ‘[Le conflit, le changement climatique et la COVID-19 : Les complexités de la Somalie](#)’, fondé sur un entretien avec un membre somalien de la CSPPS, IIDA Women’s Development Organisation (IIDA Organisation pour le développement des femmes)

Observations de conclusion et recommandations

La pandémie n’est pas seulement une situation d’urgence en matière de santé publique. Comme l’indiquent sans équivoque les membres de la CSPPS, il s’agit d’une crise multidimensionnelle aux effets interactifs complexes qui pose des défis à la consolidation de la paix et exacerbe les facteurs de conflit. Les réponses à la pandémie doivent refléter cette complexité et chercher à “ne pas nuire”, en prenant soin de ne pas aggraver ses effets dans un domaine (par exemple, les perspectives de résolution des conflits) tout en la combattant dans un autre (par exemple, la santé publique). Les acteurs de la société civile locale restent

fermement mobilisés pour faire avancer la cause d’une paix durable, même si les autorités gouvernementales les négligent. Il convient d’y répondre et de soutenir cet engagement par des efforts de la part des gouvernements des États touchés par un conflit, ainsi que par les acteurs transnationaux, notamment les gouvernements donateurs, les ONGI et les organisations intergouvernementales. Nous devons travailler conjointement pour minimiser les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les vecteurs de conflit, tout en soutenant la consolidation vitale de la paix et en promouvant la cohésion sociale.

Pour répondre aux questions clés soulevées par les artisans locaux de la paix, la CSPPS formule les recommandations suivantes:

De manière transversale

- Dans la mesure du possible, les interventions visant à promouvoir la santé publique devraient intégrer des éléments de prévention des conflits et de consolidation de la paix, et vice versa. Les communautés traditionnellement en désaccord et les dirigeants politiques des camps opposés pourraient, par exemple, être mobilisés de manière créative pour travailler ensemble à la lutte contre les conséquences de la pandémie. La sensibilisation aux précautions de sécurité pourrait être utilisée pour lutter contre la désinformation et pour atténuer la méfiance et les représailles. L'esprit du Triple Nexus, qui relie les efforts humanitaires, de développement et de paix, s'applique également aux interventions de santé publique. Et comme le souligne l'appel du Secrétaire général des Nations Unies à un cessez-le-feu mondial, chaque crise est une occasion, non seulement de relever le défi immédiat, mais aussi de reconstruire pour le meilleur et avec plus de résilience. Que nous le fassions ou non est un choix collectif, et non un diktat de la nature.

Les acteurs transnationaux

- Les commanditaires de projets devraient s'efforcer d'adapter, plutôt que d'annuler ou de suspendre indéfiniment, les projets ayant une dimension tenant à la consolidation de la paix. Les efforts de consolidation de la paix ne doivent pas être abandonnés à un moment où les facteurs de conflit s'intensifient.
- Les acteurs transnationaux, en particulier les institutions intergouvernementales, ont la responsabilité de contrôler les violations des droits de l'Homme - de concert avec la société civile locale - et de faire pression sur les autorités gouvernementales nationales pour que la pandémie ne soit pas exploitée comme prétexte pour miner l'espace civique et s'arroger l'autorité.
- Les acteurs transnationaux devraient protéger et étendre plus activement l'espace civique et la société civile, en intégrant l'engagement en faveur de l'inclusion et de la gouvernance multipartite dans l'ensemble de la programmation, ainsi que dans les relations bi- et multilatérales.

Les autorités gouvernementales dans les États affectés par un conflit

- Les autorités gouvernementales à tous les niveaux devraient s'efforcer de concevoir des approches et des

mesures d'intervention en tenant compte des conflits et de l'égalité des sexes, en tirant parti de l'expertise des artisans de la paix de la société civile, y compris des groupes de jeunes. Les efforts de l'ensemble du gouvernement, en particulier, devraient s'étendre pour devenir des approches à l'échelle de la société.

- Les autorités gouvernementales ne devraient pas déployer des réponses excessivement sécuritaires à la pandémie, et ne devraient pas profiter de la situation pour miner l'espace civique et renforcer l'autoritarisme. Lorsque les autorités gouvernementales ne s'acquittent pas de leurs responsabilités en matière de protection, d'autres institutions gouvernementales - par exemple les commissions nationales des droits de l'Homme, les assemblées législatives, les oppositions, les autorités décentralisées - devraient s'employer activement à renverser la tendance.
- Outre l'inclusion active de la société civile dans la conception et la mise en œuvre des efforts de réponse et de redressement, les autorités gouvernementales devraient assurer une transparence totale sur l'utilisation des fonds relatifs à la COVID-19. L'inclusion dans les processus de conception et de mise en œuvre, ainsi que la transparence concernant la politique financière peuvent contribuer à accroître les niveaux de confiance et la cohésion nationale, en particulier en temps de crise.
- Les abus commis par les forces de sécurité doivent être évités et surveillés. Il convient d'inculquer aux forces de sécurité une culture de la protection, caractérisée par une éthique appropriée, une formation adéquate, un commandement et un contrôle fermes et une absence d'impunité. Des politiques de tolérance nulle à l'égard de la violence sexiste devraient être adoptées et/ou maintenues.

La société civile dans les États en proie à un conflit

- Les organisations de la société civile devraient s'efforcer de se regrouper au niveau national pour renforcer leurs capacités à coordonner les activités, à suivre les questions relatives aux droits de l'Homme et à plaider en la faveur de réponses d'autorités gouvernementales tenant compte des conflits, de l'égalité des sexes et de la jeunesse.
- Dans la mesure du possible, maintenir l'accent sur la consolidation de la paix ou intégrer des aspects de la consolidation de la paix dans les activités d'intervention contre la COVID-19. Plaider auprès des partenaires de financement pour qu'ils ne renoncent pas aux avantages à long terme de la paix au profit d'une réparation au seul terme.



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

A propos de la CSPPS

[La Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding \(CSPPS\)](#) (Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et la construction de l'État) est un réseau international d'organisations de la société civile (OSC) supportant des efforts de consolidation de la paix dans des milieux fragiles et affectés par des conflits, s'efforçant conjointement de créer des sociétés inclusives et une paix durable. Cordaid, dans le cadre de son engagement à remédier à la fragilité, accueille la Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding. Le secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, stratège principal de Cordaid. Vous trouverez ci-dessous les coordonnées du Secrétariat. N'hésitez pas à nous contacter au sujet de toute question que vous pourriez avoir.

Adresse postale:

CSPPS, c/o Cordaid,
Grote Marktstraat 45,
2511 BH La Haye, Pays Bas

info@cspps.org

www.cspps.org

[@idps_cspps](https://twitter.com/idps_cspps)

[cspps_global](https://www.instagram.com/cspps_global)

[@civilsocietyplatform](https://www.facebook.com/civilsocietyplatform)

[company/cspps](https://www.linkedin.com/company/cspps)

Rédacteur principal: Dali ten Hove

Le Secrétariat de la CSPPS exprime sa gratitude à toutes les organisations membres et aux centres de liaison qui ont fourni des informations et des témoignages. Nous sommes également profondément reconnaissants envers les réviseurs.